

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : EVALUATION DU POIDS DE L'AGRICULTURE
DANS LA CONDITION DE VIE DE LA POPULATION

Chapitre I : L'agriculture : source principale de sécurité
alimentaire

Chapitre II : L'agriculture : source de revenu pour la majorité
de la population et survie du monde rural

Chapitre III : Atouts de l'agriculture malagasy

PARTIE II : COMMENT METTRE L'AGRICULTURE AU
SERVICE DE DEVELOPPEMENT ?

Chapitre I : Amélioration des facteurs de productions et de l'infrastructure

Chapitre II : Mobilisation de tous les acteurs et l'accès aux marchés

Chapitre III : Protection de l'environnement

CONCLUSION

LISTES DES ABRÉVIATIONS

ACA	: Analyse Coût Avantage
CECAM	: Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuels
CSB	: Centre de Santé de Base
DSM	: Direction des Statistiques des Ménages
EPM	: Etude périodique auprès des ménages
FAO	: Food and Agriculture Organisation
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Oeuvre
IAA	: Industrie Agro Alimentaire
IMF	: Institution de Micro Finance
INSTAT	: Institut National des STATistique
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PED	: Pays En Développement
PIB	: Produit Intérieur Brute
SAA	: Système Agro Alimentaire

LISTES DES TABLEAUX

<u>Tableau 01 : Répartition en quantité et en qualité des produits.....</u>	<u>8</u>
<u>Tableau 02 : Répartition des ménages agricoles par Région</u>	<u>12</u>
<u>Tableau 03 : Effectif de la population rurale.....</u>	<u>16</u>
<u>Tableau 04 : Poids des différents secteurs dans le PIB</u>	<u>18</u>
<u>Tableau 05 : Proportion de ménages ayant reconnu des problèmes fonciers dans leur localité</u>	<u>22</u>
<u>Tableau 06 : Répartition de la population agricole selon l'âge et le sexe (Effectif)</u>	<u>27</u>
<u>Tableau 07 : Répartition de la population agricole de plus de 5 ans selon leur niveau par région.....</u>	<u>29</u>
<u>Tableau 08 : Pourcentage de population selon le niveau de vie qui n'arrivent pas à réaliser leurs activités sans le crédit</u>	<u>36</u>

LISTES DES SCHEMA

<u>SCHEMA N°1 SOURCE DES ALIMENTS DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION</u>	<u>6</u>
<u>SCHEMA N°2 Contribution de l'agriculture au marché de facteur de production des IAA.....</u>	<u>9</u>
<u>SCHEMA N°3 Contribution de l'agriculture au marché de facteur de production des IAA.....</u>	<u>9</u>
<u>SCHEMA N°4 Rémunération des petits exploitants.....</u>	<u>13</u>
<u>SCHEMA N°5 Autoconsommation</u>	<u>13</u>

INTRODUCTION

L'agriculture demeure la principale activité de la population des pays en développement. A Madagascar, selon les données collectées lors de l'EPM 2005, plus de 82% la population active occupée exercent à titre principal des activités agricoles (agriculture, pêche, chasse, sylviculture) et des activités minières. Malgré ce taux très élevé, l'agriculture malagasy n'arrive pas à subvenir au besoin alimentaire de la population alors que dans les pays développés tel que les Etats Unis d'Amérique, 3%¹ de la population seulement sont des agriculteurs, mais ces derniers arrivent à produire le besoin alimentaire de toute la population américaine. Malgré les différents efforts effectués dans le passé par le pouvoir public, l'agriculture se trouve encore dans une situation de faible productivité et la pauvreté rurale est encore un phénomène très répandu

Eradiquer la pauvreté extrême et la famine est un des OMD que les pays membres de l'ONU se sont engagés à atteindre en 2015. Pour arriver à cette fin, la productivité agricole devrait être accrue. L'augmentation de cette productivité est très difficile à atteindre. Mais comme l'agriculture est la principale activité économique de notre pays, il est important de savoir comment développer l'agriculture de Madagascar.

L'agriculture contient beaucoup de potentialités pour les pays à vocation agricole comme Madagascar. L'analyse de la contribution de l'agriculture au développement malagasy permet d'une part de prendre des initiatives en faveur de la promotion de l'agriculture à l'avenir et d'autre part de savoir que l'agriculture revêt des potentialités qu'il faut être pris en compte et permet aussi de savoir le vrai poids de l'agriculture dans la croissance économique.

En développant le milieu rural, l'inégalité qui persiste entre ce milieu et le milieu urbain diminuera et l'exode rural qui est un véritable problème des PED sera amoindri. Selon la théorie de Lewis les ruraux n'iraient plus dans les villes quand ils auraient un revenu égal au minimum vital. En outre, le développement de l'agriculture permet aussi d'avoir une indépendance en terme nutritionnelle surtout en riz qui est une denrée stratégique.

¹ D'après « *Evaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle à Madagascar* » 1996

Une analyse empirique de l'agriculture et une recherche des réponses aux problèmes de l'agriculture en se référant aux différentes théories seraient utilisées pour savoir s'il s'agit de devoir choisir ou de prioriser les actions à entreprendre : faudrait-il favoriser l'agriculture ?

Il est important de noter que pour faire développer l'agriculture beaucoup de facteurs sont en jeu que ce soit dans les domaines économiques ou sociologiques ou anthropologiques et qui fonctionnent comme un tout cohérent. Ainsi, l'initiative économique est une condition nécessaire mais pas suffisante pour faire développer le monde rural ou plus précisément l'agriculture.

Pour bien mener l'analyse dans ce présent mémoire, la première partie sera consacrée à l'évaluation du poids de l'agriculture dans le développement, et c'est en deuxième partie que la recherche des moyens pour mettre l'agriculture au service du développement sera développée.

**PARTIE I : EVALUATION DU POIDS
DE L'AGRICULTURE DANS LA
CONDITION DE VIE DE LA
POPULATION**

PARTIE I : EVALUATION DU POIDS DE L'AGRICULTURE DANS LA CONDITION DE VIE DE LA POPULATION

Avec environs de 70% de la population malgache qui vit de l'agriculture, la réduction de la pauvreté passe par le développement de ce secteur. Principal secteur de l'économie de Madagascar, elle contribue à environ 30% du PIB et à 43% des recettes d'exploitation et même les secteurs secondaire et tertiaire dépendent en parti. Concernant le développement, il est défini comme un ensemble de transformation dans les structures techniques, mentales et institutionnelles qui permettent l'apparition ou le prolongement de la croissance. Pour qu'il y ait développement les conditions suivantes sont nécessaires

- Une croissance économique soutenue, autrement dit, une efficacité économique, augmentation sur une longue période des grandeurs économiques significatives et recherche d'une croissance inclusive.
- Amélioration du bien être social (alimentation, santé, éducation, espérance de vie, dignité) et l'équité (justice sociale, réduction des inégalités).

1-L'agriculture : source principale de sécurité alimentaire

Depuis très longtemps, l'agriculture assure l'origine principale des denrées alimentaires de la société à part de l'élevage, la pêche etc. L'agriculture est l'un des éléments qui constitue la base alimentaire.

Comme l'agriculture est la principale activité économique de Madagascar, 82% de la population sont des agriculteurs², il s'avère évident que les produits agricoles assurent une part importante de l'alimentation des malagasy.

L'évolution de la technologie, l'évolution de la société, le développement de l'échange, etc. approuvent des modifications sur l'habitude de consommation des denrées alimentaires qui va en son tour entraîne une mutation profonde et radicale au sein de l'activité agricole.

² Source INSTAT/DSM/EPM 2005

Des industries naissent et deviennent indissociable à l'agriculture et qui forment un système alimentaire voire un système agro-alimentaire. Un système agroalimentaire peut être défini comme étant un ensemble des activités économiques qui partent de l'agriculture, l'élevage et la pêche... et se rendent en aliment.

Selon Louis Malassis et Gérard Ghersi dans leur ouvrage intitulé « *Initiation à l'économie agro alimentaire* » ; page 103 ; le SAA est défini comme « l'ensemble des agents en interaction dynamique participant à la production et au transfert des produits alimentaires en vue d'assurer l'alimentation d'une population donnée ». D'après ces deux auteurs, le SAA joue un rôle important pour l'alimentation de la population, ce système assure l'accessibilité aux nourritures grâce aux stratégies des acteurs qui garantissent la transformation ou le transfert des produits alimentaires.

Ainsi, les produits découlant de l'agriculture peuvent se présenter de deux manières soit premièrement des produits bruts ou plus précisément des produits frais, soit deuxièmement des produits traités par des industries agroalimentaires

Historique du concept de la sécurité alimentaire

Selon le FAO le concept de sécurité alimentaire est apparu dans les années 70. Il a évolué de considérations quantitatives et économiques vers une définition tenant compte de la qualité et de la dimension humaine.

Ainsi une définition de 1975

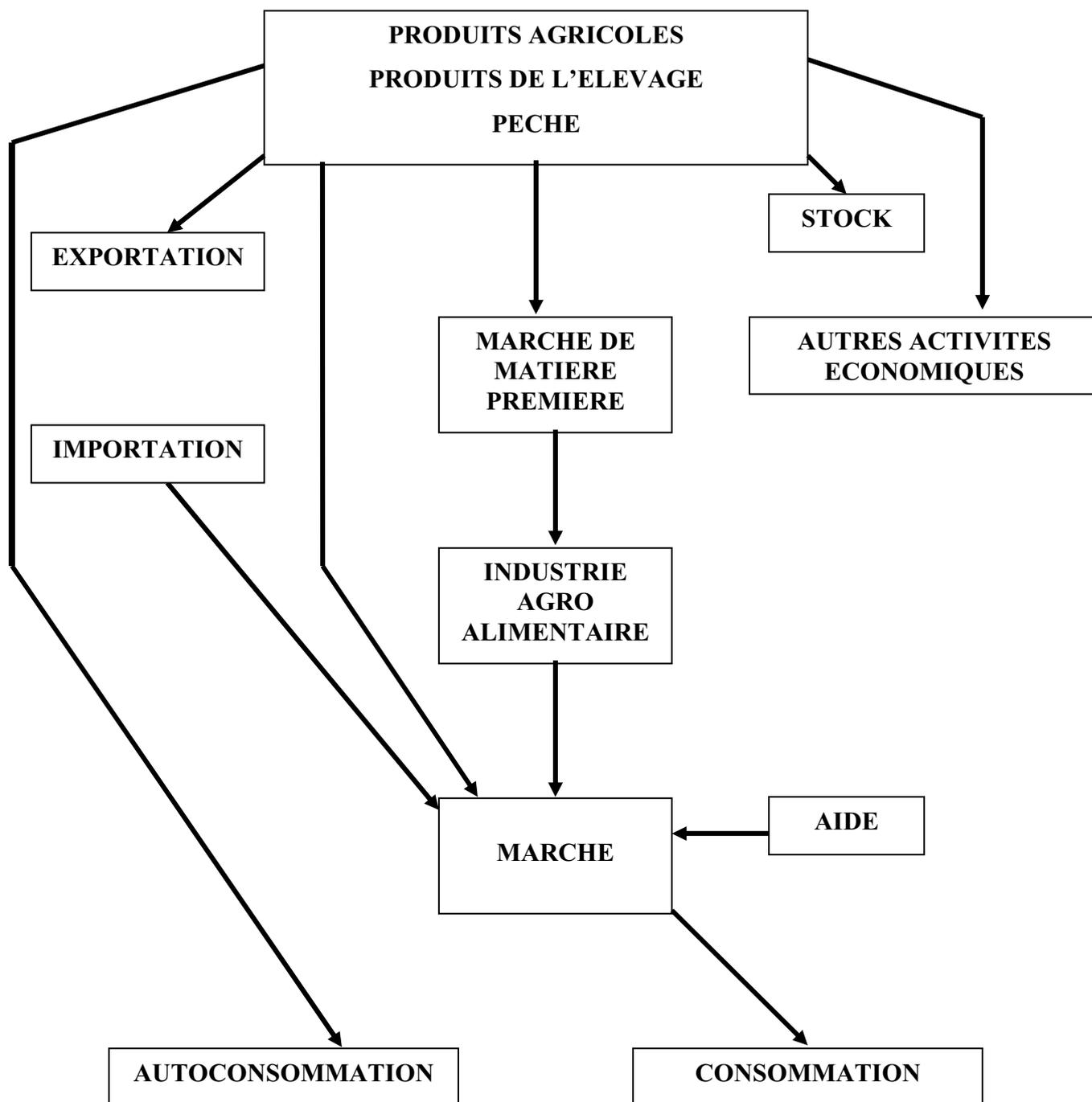
- Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produit de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix (ONU, 1975)

et une définition de 1990

- La capacité d'assurer que le système alimentaire fournit à toute population un approvisionnement alimentaire nutritionnellement adéquat sur le long terme. (STAATZ, 1990)

La sécurité alimentaire pour la population, selon toujours le FAO, est assurée par l'existence d'une disponibilité alimentaire et à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité. L'alimentation d'une société peut être illustré par le schéma N°1 suivant :

**SCHEMA N°1 : SOURCE DES ALIMENTS DE L'ENSEMBLE DE LA
POPULATION**



D'après ce schéma, les disponibilités alimentaires sont constituées par tous ce qui peuvent fournir de la nourriture pour la population, ce sont :

- Les produits agricoles, les produits de l'élevage et les produits de pêche ;
- Les stocks ;
- Les aides provenant de l'extérieur et
- Les importations

Pour assurer une accessibilité à la nourriture à tout moment, la rupture de ces disponibilités ne devrait pas se produire. Si un déséquilibre alimentaire se produit, il est réglé par le mécanisme présenté dans ce schéma. En occurrence, si un cas d'insuffisance ou pénurie alimentaire se présente (crise, famine, insuffisance de la production locale...). Le mécanisme qui régule ce déséquilibre est la capacité d'importation c'est à dire qu'il faudrait avoir les moyens pour importer les vivres ou bien recourir à la demande des aides internationaux.

Pour le cas des stocks, ils permettent d'éviter les périodes de soudure ou bien de prévoir un cas de famine... il permet aussi d'assurer l'approvisionnement alimentaire de la population sur deux périodes différentes qui assure déjà une stabilité alimentaire à long terme.

Il ne faut pas se contenter tout simplement à assurer l'existence de ces disponibilités mais il faut aussi assurer la distribution de ces denrées dans les zones isolées pour pouvoir les ravitailler. Il semble important de mettre ces disponibilités en faveur des populations qui sont touchées fréquemment par la famine comme la zone sud de Madagascar. Le cas inverse se présente aussi dans les zones isolées où la production est en excès due à l'inexistence d'infrastructure pour faire sortir les produits agricoles. Ainsi pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire il s'avère nécessaire d'implanter des infrastructures pour désenclaver certaines zones.

D'après le schéma N°1; les produits agricoles, les produits de l'élevage et les produits de pêche constituent la base alimentaire. Ce schéma ne permet pas de savoir qui de ces trois produits tient la proportion la plus importante dans la nourriture quotidienne de la population malagasy ? Le tableau suivant détermine la quantité et l'apport calorifique³ des nourritures des malagasy par jour par personne et l'origine des aliments.

³ *La calorie nécessaire journalière pour les malagasy est fixée par le FAO à 2133Kcal pour les besoins d'entretien avec activité professionnelle et loisir*

Tableau 01 : Répartition en quantité et en qualité des produits

Produits	Quantité en gramme	Apport calorifique	Calorie en pourcentage
Céréale	360.92	1255.02	59.35
Racines et tubercules	330.99	497.4	23.52
Légumes	67.93	26.41	1.25
Sucres et miel	8.59	31.61	1.49
Légumineuse	12.55	44.97	2.13
Poisson et crustacés	14.98	13.56	0.64
Viandes	14.92	32.05	1.52
Volailles et Oeufs	21.09	30.8	1.46
Produits laitiers	8054	5.52	0.26
Matière grasse	5.84	32.29	1.53
Boissons sans alcool	14.25	5.69	0.27
Boissons alcoolisées	4.32	3.98	0.19
Aliments préparés	0.10	0.33	0.02
Epices et condiments	0.10	0.36	0.02
TOTAL		2114.61	100

Source : « Evaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle à Madagascar » 1996

D'après ce tableau, les malagasy consacrent une grande partie de leurs nourritures aux produits agricoles. Les céréales (riz ; mais ...), les racines et tubercules (manioc ; patates ;...) sont les principales nourritures avec une apport calorifiques plus de 80%.

Ainsi l'agriculture garantissent une part non négligeable, voire, la majeure partie de la quantité et qualité indispensable pour satisfaire les besoins alimentaires journalières.

Il faut noter que la sécurité alimentaire tient compte de la quantité et la qualité nutritionnelle des aliments. D'après le tableau N°1, l'agriculture peut éviter la malnutrition

qui n'est autre que l'insuffisance alimentaire ou bien la famine, et la sous alimentation qui est l'insuffisance des apports nutritionnelles. Ce qui améliorera la condition de vie de la population.

La sécurité alimentaire dépend aussi de la salubrité des aliments, du pouvoir d'achat, de la stabilité climatique et politique, de l'accessibilité à l'eau... mais la suffisance des produits agricoles est la principale source de la sécurité alimentaire.

2-L'agriculture : source de revenu pour la majorité de la population et survie du monde rural

2.1 Source de revenu

Se référant au schéma N°1, il découle que l'agriculture contribue aux marchés de matières premières que ce soit pour les IAA ou pour les autres activités économiques. Schématiquement ces marchés peuvent être représentés comme suit :

Schéma N°2 : Contribution de l'agriculture au marché de facteur de production des IAA



Schéma N°3 : Contribution de l'agriculture au marché de facteur de production des industries



Avec M1 ; M2 ; M1' ; M2' sont des marchés.

Ici il est nécessaire de séparer les revenus occasionnés par l'agriculture, il y a les revenus générés par cette activité directement et les revenus qu'elle engendre indirectement.

2.1.1 Les revenus générés directement par l'agriculture

Dans le schéma N°2 et le schéma N°3, le secteur agricole englobe une combinaison des facteurs de productions tels que : capital ; travail ; terre. Ces facteurs disposent des rémunérations : pour le travail, son rémunération est le salaire, pour le capital le profit et pour la terre la rente⁴.

Pour l'agriculteur, il utilise des facteurs travail que ce soit dans le schéma N°2 ou dans le schéma N°3. Ainsi, il y a un marché de travail en aval du secteur agricole, la production engendrée par ce secteur permet de rémunérer les ouvriers. L'agriculture est ainsi un créateur d'emploi et un générateur de salaire.

Pour les capitalistes, c'est à dire les détenteurs de capital dans le secteur agricole, leur profit dépend de la rentabilité du facteur travail et du facteur capital. Ainsi, si la productivité marginale du travail est supérieure au coût moyen, ils ont une rentabilité positive. L'agriculture est donc un générateur de profit.

Le facteur terre participe aussi à la génération de profit du capitaliste (agriculteur). Si le capitaliste réalise des profits alors que celui-ci n'est pas le propriétaire de la terre qu'il exploite, il verse par conséquent une rente au propriétaire du terrain. L'agriculture est ainsi un générateur de rente.

Ce sont donc les revenus conçus par l'agriculture directement.

L'accessibilité et l'existence des marchés M1 et M1' est une condition sine qua non pour que ces facteurs de production soient rémunérés. Les marchés M1 et M2 sont des marchés de matières premières pour les industries. M1 est le marché de matière première pour les industries agro alimentaires ; tandis que M2 est pour les industries non alimentaire mais liés directement à l'agriculture.

⁴ *Rémunération des trois classes selon l'approche taxonomique des classiques*

2.1.2 Les revenus générés par l'agriculture indirectement

En aval des marchés M2 et M2', il y a le secteur industriel que ce soit agro alimentaire (schéma N°1) ou industriel proprement dit (schéma N°2). Ces secteurs dépendent directement de l'agriculture.

Ledit secteur industriel contribue à la création d'emploi, ils ont besoin des mains d'oeuvres (qualifiés ou non) donc il génère des salaires.

Les investisseurs ou bien les propriétaires des industries reçoivent la rémunération de leur capital investi qui est le profit.

Ce secteur est conditionné par l'existence de deux marchés en amont et en aval autrement dit M2, M2'et de M1, M1'. Le développement de ces deux marchés détermine le développement de ce secteur. Il est conditionné par l'agriculture car ses matières premières sont des produits agricoles. Les industries non alimentaires sont très diversifiés car l'agriculture en tant que fourniture de matière première et aussi source d'énergie.

2.1.3 Revenu des petits exploitants

Les petits exploitants agricoles, selon l'EPM 2005, sont ceux qui cultivent sur une surface inférieure à 1.5ha⁵. Il est nécessaire de savoir la proportion des petits exploitants agricoles sur l'ensemble de la population rurale.

Le tableau suivant représente le pourcentage des petits exploitants agricoles dans toute l'île.

⁵ A l'inverse, les grands exploitants cultivent sur une surface plus de 4 Ha et représentent 4,5% des ménages agricoles

Tableau 02 : Répartition des ménages agricoles par Région

Unité : %

	Petit exploitant agricole	Moyen exploitant agricole	Grand exploitant agricole	Total
Analamanga	85,3	8,3	6,4	100
Vakinankaratra	88,1	9,5	2,5	100
Itasy	66,3	25,6	8,1	100
Bongolava	60,2	33,4	6,5	100
Mahatsiatra Ambony	73,3	23,5	3,2	100
Amoron'i Mania	85,2	12,6	2,2	100
Vatovavy Fitovinany	90,0	6,4	3,6	100
Ihorombe	67,0	31,1	1,9	100
Atsimo Atsinanana	83,4	13,4	3,2	100
Atsinanana	87,0	11,3	1,8	100
Analanjirofo	71,5	23,2	5,3	100
Alaotra Mangoro	63,7	30,1	6,2	100
Boeny	61,4	33,0	5,7	100
Sofia	63,9	28,1	8,1	100
Betsiboka	59,1	35,5	5,5	100
Melaky	60,5	33,3	6,2	100
Atsimo Andrefana	71,2	24,7	4,0	100
Androy	50,8	45,3	3,9	100
Anosy	58,9	33,9	7,2	100
Menabe	61,0	36,6	2,4	100
Diana	50,5	43,6	5,9	100
Sava	65,2	31,9	2,9	100
Ensemble	73,3	22,2	4,5	100

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

D'après ce tableau, en moyenne 73.3% de la population rurale sont des petits exploitants agricoles. Il est ainsi important de déterminer comment ces petits exploitants pourraient être rémunérés ?

Les schéma N°2 et N°3 représentent une économie agraire qui est déjà développée, le schéma N°4 ci-dessous représente le cas où l'agriculteur vend directement leurs produits au marché.

Schéma N°4 : Rémunération des petits exploitants

Produits agricoles brutes —————→ **Marché**

D'après ce schéma, les produits agricoles sont directement écoulés sur le marché. C'est le cas des produits alimentaires car c'est la masse qui accède sur ce marché, c'est aussi un revenu généré par l'agriculture. Ceci est le cas qui se présente fréquemment dans les PED comme Madagascar.

Bref, l'agriculture occasionne plusieurs types de revenus destinés à toutes les classes sociales. Le problème qui se pose est de savoir pourquoi les pays à vocation agricole ne se développent pas ?

2.2- Agriculture : survie du monde rural

D'après le schéma N°1 les agriculteurs consacrent leurs productions à l'autoconsommation, c'est à dire qu'ils produisent pour eux même, cette circuit peut être représenté par le schéma N°5 suivant qui est un extrait du schéma N°1

Schéma N°5 : Autoconsommation

Produits agricoles —————→ **Autoconsommation**

2.2.1 Caractéristique de l'agriculture à Madagascar

Ce mécanisme montre que la production est destinée à satisfaire les besoins nutritifs de l'agriculteur et de sa famille, c'est le cas de l'agriculture dans les pays en développement qui se situe encore dans une économie de subsistance. Ce comportement marque aussi le manque de professionnalisme des agriculteurs des PED ; dans les pays développés comme les Etats Unis d'Amérique, 3% des agriculteurs seulement arrivent à nourrir toute la totalité de

la population américaine. Dans les PED, les agriculteurs n'arrivent même pas à subvenir à ses propres besoins ainsi que ceux de sa famille, ce qui entraîne une malnutrition.

Ces agriculteurs pratiquent encore la culture traditionnelle qui entraîne une faible productivité, ce qui explique qu'ils n'arrivent qu'à subvenir la part de ses propres besoins. Des échanges s'effectuent dans le monde rural mais ce n'est pas vraiment un échange très développé ou bien par l'intermédiaire monétaire mais c'est comme une forme de troc ou bien considéré comme une échange primitive (1 angady contre 1 daba de riz ou bien 1 cuillère d'huile contre 2 kapoaka de riz...). Les agriculteurs effectuent des échanges quand ils ont besoin des produits indispensables dans la vie quotidienne. Une part des produits est donc échangé et d'autre destiné à l'autoconsommation.

L'agriculture est utilisée pour subvenir aux besoins mais pas exploitée pour chercher des profits : une pensée finaliste, une activité reposant sur des objectifs (comme l'approche du mots « économie » pendant l'époque d'Aristote). Tout ceci est dû au travail pénible et à l'insuffisance de la surface à cultiver (seule 30%⁶ des surfaces cultivable seulement sont cultivées à Madagascar). Ce qui entraîne un comportement atypique des agriculteurs, en occurrence, quand le prix augmente ; l'offre devrait augmenter. Alors que, quand le prix augmente les agriculteurs diminuent leurs productions, ils ont besoin d'un fonds de survivre en vendant ou en échangeant une quantité de son récolte (exemple si un agriculteur a besoin un fonds de 1 million d'ariary ; quand le prix du riz est de 1000 ariary ; ils devraient vendre une tonne de riz mais quand le prix augmente de 2000ariary, il diminue sa production à 500kg et ils ont un revenu fixe d'un million ariary). Ce qui explique pourquoi la production de riz n'augmente pas pendant les dernières années alors que le prix du riz n'a pas cessé d'augmenter à Madagascar.

Le monde rural est marqué aussi par l'insuffisance de l'utilisation du capital, autrement dit, l'inutilisation de la technologie pour augmenter la productivité, ce qui entraîne toujours à l'économie de subsistance pour les agriculteurs.

Dans les PED comme Madagascar, l'inaccessibilité au marché conduit les agriculteurs à produire peu, faute de l'inexistence des infrastructures les produits qui ne sont pas autoconsommés ou échangés contre d'autres produits pourrissent. Ce qui démotive les agriculteurs à augmenter leurs productions et se contentent à produire pour leur propre besoin.

⁶ Source : *Evaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle à Madagascar*

2.2.2 Désarticulation entre économie urbaine et économie rurale

L'économie dans les PED est marquée aussi par une désarticulation entre économie urbaine et économie rurale. Un dualisme entre ces deux économies persiste, ce qui explique pourquoi il y a une grande inégalité entre urbain et rural. Le milieu rural reste toujours dans un système qui ne veut pas se développer, en occurrence le monde rural et le monde urbain ont leurs propres définitions du système de valeur. Pour les ruraux, la richesse est contemplative, c'est à dire, pas la peine d'investir mais ils se contentent tout simplement par exemple d'avoir beaucoup de têtes de boeufs mais ils ne les utilisent pas pour augmenter la productivité. Ce qui est contraire à l'approche urbaine de la richesse. L'économie urbaine est marquée par une industrialisation, une croissance élevée.

2.2.3 Sous emploi

L'agriculture est aussi un des activités destinées à ceux qui n'ont pas de travail. Par conséquent ce fait entraîne aussi la faible productivité puisque l'agriculteur est une couverture de sans emploi autrement dit chômage déguisé. Ainsi ces derniers essayent tout simplement de survivre mais pas utiliser l'agriculture pour une principale activité.

La spécialisation qui entraîne une amélioration de la productivité est encore une dernière option pour les agriculteurs car en effectuant plusieurs cultures vivrières, ils pourraient diminuer l'échange car ils ont une variété de nourriture qui n'est autre qu'une alimentation bourrative et routinière.

Sur le plan de production, comme la population rurale est très jeune, il y a une quantité main d'oeuvre très élevé donc il y a un surplus. Si on diminue le facteur travail en milieu rural, il n'y aura pas une diminution de la production du fait q'il y a un surplus en terme de facteur travail donc ce dernier se trouve en chômage qui se présente sous forme déguisé.

Le facteur psychologique est aussi un des facteurs qui empêche l'agriculture à se développer, beaucoup de gens se contente tout simplement à produire pour leurs propres besoins.

3 Atouts de l'agriculture malagasy

3.1 Les potentialités

On peut distinguer 2 potentialités : Potentialité humaine et Potentialité terrienne

3.1.1 Potentialité humaine

Pour mettre l'agriculture au service du développement, il est nécessaire de décrire les potentialités pour Madagascar. Comme la population malagasy est une population jeune et que plus de 60% de la population active se trouve en milieu rural ; on a une main d'oeuvre suffisante pour l'agriculture.

Tableau 03 : Effectif de la population rurale

En millier

FARITANY	1998	1999	2000	2001
ANTANANARIVO	2856	2941	3030	3120
FIANARANTSOA	2625	2703	2784	2869
TOAMASINA	1723	1775	1828	1880
MAHAJANGA	1264	1302	1341	1382
TOLIARY	1641	1690	1741	1794
ANTSIRANANA	899	926	953	982
MADAGASCAR	11008	11338	11677	12027

Source : Service de la statistique et d'information géographique (Direction des études, planification et suivi évaluation) 2002

D'après ce tableau, la population rurale compte 77,40% de la population totale car par exemple en 2000, la population totale de Madagascar compte 15 085 000. On peut en tirer de ce tableau qu'on a une quantité plus que suffisante de main d'oeuvre mais il faut que l'Etat intervienne pour que cet effectif se transforme en capital humain⁷.

3.1.2 Potentialité terrienne

En outre d'une population active assez élevée, une grande partie de la surface de la terre arable à Madagascar n'est pas exploitée (Seulement inférieur à 30% des surfaces des terres arables à Madagascar sont exploitées). Le facteur terre joue un rôle non négligeable dans la production agricole.

⁷ *Non seulement en quantité mais aussi en qualité*

Même s'il y a un problème d'accessibilité en eau dans certaines zones du pays (région Androy), Madagascar a une potentialité en matière d'eau. Il y a des zones où l'eau est en abondance. Il est à noter que les ressources en eau dans le pays se présente sous plusieurs forme mais pour simplifier, ces ressources en eau peuvent être classées en deux sources : premièrement, eaux de surface et en eaux souterraines qui comprennent les fleuves, les rivières et les lacs ; les secondes sont constituées de bassin sédimentaire de l'extrême sud, de Tuléar, de Morondava, de Mahajanga, de côte Est et d'Antsiranana.

La diversité climatique à Madagascar est aussi un atout car elle permet de produire différents types de produits tels que la culture vivrière dans les hautes terres et la culture industrielle dans les régions côtières.

Compte tenu de ces potentialités, l'agriculture est une filière que le pays à beaucoup d'estime. Elle peut être source de devise mais aussi source d'autosuffisance alimentaire. Les zones rurales procurent des ressources importantes pour le développement d'un pays, à savoir les terres et les mains d'œuvres mais elles sont souvent mal exploitées.

Contrairement aux pays industrialisés, les PED ont intérêt à exploiter les richesses que peuvent offrir le secteur rural puisque c'est le secteur dans lequel ils ont plus d'atouts. Les PED n'arrivent pas à augmenter leur activité agricole, ils sont privés de ressources nouvelles et même celles dont ils disposent sont utilisées au profit des autres secteurs. De ce fait, ils ont du mal à augmenter leurs productions alimentaires donc ils n'ont pas la possibilité d'en exporter.

Puisque dans le secteur agricole, les fonds alloués sont prévus pour une longue période, ainsi il n'y a pas beaucoup d'investisseurs qu'ils soient privés ou publics qui sont incités à investir dans ce secteur. Le cyclone est aussi un des facteurs qui démotive les investisseurs à investir dans le secteur agricole. En plus, il faut une importante somme pour l'investissement car il y a encore un manque d'infrastructure qui nécessite beaucoup de capital.

3.2 Poids de l'agriculture dans le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB sert à mesurer la production intérieure du territoire national c'est-à-dire l'ensemble des biens et services produits au cours d'une période donnée. Malgré les imperfections des données, le PIB par tête est l'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer ou comparer le niveau d'un pays. Comme l'agriculture est une activité effectuée par la grande partie de la population, il est important d'analyser son apport sur le PIB. Le tableau suivant permet d'apprécier l'apport des 3 secteurs dans le PIB :

Tableau 04 : Poids des différents secteurs dans le PIB

SECTEURS D'ACTIVITES					
	2004	2005	2006	2007	2008
Primaire	28.6	28.1	27.2	25.5	24.3
Secondaire	15.8	15.7	16.0	16.1	16.1
Tertiaire	55.6	56.3	56.8	58.4	59.6

*Source : Direction des Synthèses
Economiques, INSTAT*

Il est à noter que le secteur primaire englobe l'agriculture, la pêche, l'élevage...D'après ce tableau, le secteur primaire pendant ces cinq années représente environ un tiers du PIB, ce qui veut dire que l'agriculture a un poids important sur le PIB, sur la croissance économique. Par conséquent l'agriculture joue un rôle moteur dans le développement. Notons que pour ce chiffre l'agriculture n'est utilisée que pour l'autoconsommation et reste une autosuffisance alimentaire, une intensification agricole entraînera une augmentation de ce pourcentage. Par conséquent on peut affirmer qu'on a une grande potentialité sur l'agriculture.

Selon les mercantilistes, la richesse de la nation est le résultat excédentaire de la balance commerciale, c'est à dire que, les exportations sont supérieures aux importations, et selon les classiques tous les pays ont intérêt à se spécialiser dans les produits où ils ont un avantage comparatif. Les PED, comme Madagascar, ont intérêt à se spécialiser dans l'agriculture. Par conséquent, une balance commerciale excédentaire se réalisera si la production agricole malagasy augmentera à condition que les prix sur le marché international soient fixes. A partir d'une balance commerciale excédentaire, les revenus des paysans seraient en hausse et il y aurait un accroissement du PIB.

Malgré les différentes politiques agricoles⁸ effectuées par le pouvoir public, telles que, incitation des agriculteurs à produire pour le marché, promotion travailleurs agricoles ou

⁸ Ensemble des actions délibérées adoptées en vue d'assurer une croissance de la production agricole nationale.

entrepreneurs pratiquant la transformation à petite échelle. Une partie de la population très pauvre vivant dans les campagnes ne tire aucun avantage de ces politiques que ce soit à court ou à moyen terme. Les catégories très pauvres sont constituées principalement par les ménages dont les chefs sont très âgés, très jeune ou une femme abandonnée par son époux, les personnes handicapées et les agriculteurs habitants dans des zones reculées.

Prenons l'exemple d'une libéralisation du marché, cette décision n'influe guère sur ces derniers, ces personnes achètent et vendent peu sur le marché.

Quelques soit les contraintes de l'agriculture, il faut que cette dernière se développe. C'est l'objet de cette seconde partie.

**PARTIE II : COMMENT METTRE
L'AGRICULTURE AU SERVICE DU
DEVELOPPEMENT ?**

PARTIE II : COMMENT METTRE L'AGRICULTURE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ?

1 Amélioration des facteurs de productions et des infrastructures

Comme la fonction de production des agriculteurs peut modéliser comme suit :

$$Y = f(\text{terre}; L; K)$$

Les facteurs de productions sont donc :

- Le facteur terre
- Le facteur travail (représenté par L)
- Le facteur capital (représenté par K)

Pour améliorer la production Y, il suffit d'améliorer ces trois facteurs

1.1 les facteurs de production

1.1.1 Le facteur terre

1.1.1.1 La pensée physiocrate

Selon les physiocrates, la terre donne à l'humanité les biens nécessaires à la vie. François Quesnay affirme que seul l'agriculture peut dégager des produits nets. Ces derniers sont les dons de la nature mais n'est pas l'action de l'homme.

Actuellement, comme nous vivons dans un monde organisé, bien structuré, modernisé,... la transition de l'agriculture est remarquablement appréciée. Cette transition de l'agriculture nécessite le dépassement des théories anciennes sur l'agriculture ; comme celle de François Quesnay. On ne se limite pas seulement sur l'idée que la terre nous donne les biens nécessaires, mais de trouver des actions à entreprendre pour que la terre nous offre encore de mieux, pour qu'elle puisse nourrir les quelques milliard de personne de ce monde et pour que l'utilisation de cet facteur terre aie une harmonie avec les actions de l'homme.

Ainsi les hommes doivent agir efficacement et rationnellement afin que la productivité du facteur terre s'améliore davantage. Par conséquent diverses actions doivent être réalisées pour relever les défis actuels de l'agriculture.

1.1.1.2 Recherche d'efficacité et de rentabilité

Afin d'avoir une productivité assez élevée, il faut que la terre à cultiver aie les qualités requises pour le produit à cultiver pour avoir une culture adéquate à la terre en question. Par conséquent, à chaque terre utilisée il faut faire les analyses des produits qui y devraient être cultivés.

Concernant la quantité des terres à cultiver, il faut d'abord choisir le lieu où l'on effectue l'exploitation et déterminer les moyens utiliser pour la culture afin d'atteindre l'optimum de population et de facteur.

La recherche d'efficacité et de rentabilité repose sur l'idée d'augmenter la fertilité de la terre et l'optimisation des récoltes c'est à dire d'atteindre une produit maximal tenant compte des moyens utilisés

L'intervention de l'autorité publique

a-)Droit de propriété

Malgré les différentes politiques foncières menées par le pouvoir public, le problème de titre foncier et cadastre foncière sont des problèmes qui persistent à Madagascar. Le tableau suivant représente la proportion de ménages ayant reconnu des problèmes fonciers dans leur localité en 2005. D'après ce tableau presque les 20% de la population ont des problèmes sur le titrage foncier et cadastrages

Tableau 5 : Proportion de ménages ayant reconnu des problèmes fonciers dans leur localité

Unité en %

	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	12,1	12,5	12,3
Vakinankaratra	14,3	12,1	12,6
Itasy	16,8	11,2	11,9
Bongolava	35,3	21,1	24,2
Mahatsiatra Ambony	46,6	24,5	28,6
Amoron'i Mania	37,8	35,4	35,7
Vatovavy Fitovinany	26,9	34,1	33,1
Ihorombe	19,2	17,8	18,3
Atsimo Atsinanana	10,1	2,8	3,8
Antsinanana	26,7	29,2	28,6
Analanjirofo	40,1	40,7	40,6
Alaotra Mangoro	28,7	26,7	27,0
Boeny	37,2	36,2	36,6
Sofia	7,0	6,5	6,5
Betsiboka	53,4	41,6	45,0
Melaky	21,2	10,3	14,8
Atsimo Andrefana	10,8	19,0	17,3
Androy	12,4	6,0	7,6
Anosy	29,9	25,8	26,5
Menabe	11,5	6,0	7,1
Diana	9,4	20,1	17,3
Sava	27,8	15,0	16,2
Ensemble	21,2	20,2	20,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Dans le système de titrage des terres, il est fréquent que les titrages soient profitables pour les riches. Légalement les terrains non titrés appartiennent à l'Etat, mais en fait, ils sont attribués à des particuliers suivant les droits coutumiers. C'est la transformation de ce droit coutumier en droit légal que l'Etat doit intervenir car c'est ici que les problèmes se

présentent, tels que, procédures sont longues et lourdes et même la corruption y règne. Une fois les agriculteurs possèdent les droits de propriétés des terres cela les incitent à produire plus d'où l'augmentation de la productivité. Ainsi, le rôle de l'Etat est de favoriser les paysans à accéder à des titres fonciers pour que ces derniers puissent se passer des métayage... et qui favorise ensuite sa productivité.

Une des alternatives qu'on peut faire est d'élaborer des réglementations pour faciliter l'accès à la terre agricole tombée en désuétude. Beaucoup de terres, après une utilisation pour deux ou trois périodes de culture, ne sont plus utilisées par les agriculteurs car elles sont selon eux moins fertiles. Un des problèmes qui persiste à Madagascar est l'inaccessibilité à des terres (location...) de la région pour les gens qui ne sont pas originaires de cette dernière même si celle-ci est désuète. Ainsi l'Etat doit concentrer le cadastrage collectif sur des terrains agricoles tomber en désuétude afin de les rendre plus disponible pour location à des utilisateurs de n'importe quelle région.

Les petits exploitants, qui louent un lopin de terre à des propriétaires, subissent des problèmes, tels que, elles n'ont pas la possibilité de payer la redevance d'eau Il est important de noter que la taille moyenne d'une parcelle agricole est de 20 ares. Cette petite taille pourrait être un obstacle à l'utilisation efficace des facteurs de production, autrement dit, il est difficile pour ces petits exploitants de payer les redevances. Pour ceux qui pratiquent les métayages, l'incapacité de payer les redevances est due à la faible productivité et au contrat de location qui favorise à la plupart des temps les propriétaires. Ainsi l'Etat ou les collectivités décentralisées devraient réexaminer les restrictions légales actuelles sur l'utilisation des accords de location agricole, aussi bien pour assurer le paiement des redevances d'eau.

b-)Gestion de l'eau

Le système d'irrigation à Madagascar se présente sous différentes formes. La gestion de l'eau est un des facteurs clé qui permet d'améliorer la productivité de l'agriculture. Le système d'irrigation à Madagascar est encore décevant même s'il est l'élément clé. Il est important de noter que 40% des terres agricoles sont consacrées à la production de riz, ce dernier dépend essentiellement (la plus part) de l'eau.

Le problème qui se pose ici est que pourquoi les interventions et investissement du passés n'arrivent pas à surmonter le problème de l'insuffisance en eau d'une part et à permettre une intensification agricole d'autre part. Ces investissements ont échoué à cause de la méthode

d'élaboration du projet d'investissement. Selon Jean Pierre Foirry dans son ouvrage intitulé « le choix des investissements publics : limite de ACA et intérêt d'une approche planificatrice », il faut se méfier sur la pertinence des instruments de l'analyse économique des projets d'investissements publics par les méthodes des prix de référence (facteurs de conversion, prix frontière, numéraires, coefficients d'équité), développés il y a vingt ans. Prenons l'exemple suivant : le résultat de l'analyse financière ne permet pas toujours de connaître l'impact véritable d'un projet pour la collectivité pour trois raisons évidentes :

- Le projet peut avoir des effets qui n'apparaissent pas dans l'analyse financière (exemple des externalités ou des effets pour les autres producteurs)
- Certains coûts et avantages financiers ne peuvent être considérés comme des coûts et avantages au niveau national (exemple des transferts avec l'Etat)
- Les prix de marché peuvent ne pas refléter les coûts et avantages réels pour le pays des ressources utilisées ou produites par le projet.

Plusieurs facteurs peuvent être la cause de cet échec. En occurrence des interventions du passé, prenons l'exemple de la première opération financée par l'IDA qui a été conçue pour l'amélioration de l'irrigation et le drainage de quelques 12 000 ha dans la région du Lac Alaotra. Un projet qui était exécuté entre 1970 et 1976. L'impact après évaluation du projet était en début très satisfaisant, mais après quelques années il y a une publication par une revue qui a conclu que le projet n'a pas pu atteindre ses buts fondamentaux comme le manque d'impact durable sur la production et sur le revenu des paysans. Cet échec est due à une mauvaise maintenance, une inefficacité des services de vulgarisation (on parlera ultérieurement) et les problèmes environnementaux résultant d'un drainage excessif. Donc le projet a un taux de rendement négatif.

Pour ne plus gaspiller des investissements et pour pouvoir améliorer la productivité dans le milieu rural, il faut bien tenir compte des méthodes appropriées pour l'élaboration des du projet d'investissement, il est utile de bien étudié les impacts du projet sur le long terme, tenir compte des questions institutionnelles. Une meilleure gestion de l'eau améliore la productivité en milieu rural et pourrait inciter une intensification agricole. Comme on a une potentialité en eau il faut bien exploité pour accroître la productivité.

Malgré les efforts du passé, il s'avérera utile de continuer mais avec de nouvelles méthodes tenant compte des impacts durables sur la production. Il faut que le projet ait un impact pérenne sur le rendement de culture. L'expérience du passé a montré qu'il est

nécessaire, d'une part, d'impliquer le secteur privé et d'autre part d'établir une étroite collaboration avec les utilisateurs de l'eau et les associations d'utilisateurs de l'eau. En parlant de cette association, le paiement des frais pour l'eau d'irrigation doit être établi avec fermeté et de manière durable.

Le succès de l'agriculture dépend beaucoup de la disponibilité de l'eau et de la qualité de gestion de l'eau.

1.1.1.3 Spécialisation

Comme Madagascar a un climat hétérogène, elle a une culture diversifiée ; spécialisation ici veut dire tout simplement que le producteur a intérêt à cultiver un produit au lieu de diversifier la production, il se peut que la productivité s'améliore, l'expérience (know how) de l'agriculteur augmente et le coût de production diminue car il n'y a plus de coût de changement et il n'y a plus perte de temps car l'agriculteur serait considéré comme un ouvrier qualifié.

La population malgasy est marquée par une répartition très déséquilibrée, la population se concentre dans les zones où le rendement du sol est moyen alors que dans les régions où ce rendement est très élevé la population y vive est très petite qui ne peut pas exploiter toute les terrains disponibles qui sont exploitables. Ainsi, il faut inciter la population à vivre dans ces zones. Il est nécessaire de noter que l'accroissement de la surface des terres cultivées n'arrive pas à dépasser l'accroissement démographique à Madagascar.

Un des moyens permettant d'accroître la productivité de la terre est l'amélioration des services de vulgarisation agricole et de l'augmentation des fournitures d'intrants. Le nombre idéal d'agent de vulgarisation est de 200 agents pour 1000 paysans ceci est loin d'être atteint pour le cas de Madagascar.

1.1.2 Facteur travail

1.1.2.1 Amélioration de la santé

Ce facteur englobe les travailleurs autrement dits les agriculteurs ou les ouvriers.

Le problème fondamental du milieu rural à Madagascar est la condition physique des paysans. La population rurale est caractérisée par un niveau de vie médiocre. L'inaccessibilité des paysans à des services sanitaires publique est l'un des facteurs de ce niveau de vie. Cette inaccessibilité pourrait entraîner une inefficience des paysans pour son activité ou bien pourrait puiser son revenu qui est très faible. Malgré l'effort de l'autorité publique, plusieurs paysans ne peuvent pas accéder aux soins publics. Ainsi il s'avère utile que l'autorité publique augmente le nombre des CSB I et des CSB II dans le monde rural .Ce qui fait partie des trois de l'Etat défini par Musgrave. Ces trois fonctions de l'Etat sont :

- Fonction d'allocation des ressources
- Fonction de distribution
- Fonction de stabilisation

1.1.2.2 Amélioration de l'accessibilité à l'eau potable

L'inexistence d'eau potable entraîne une grande perte de temps pour les familles qui se trouvent dans le sud de Madagascar. Elles consacrent un temps excessif pour chercher de l'eau au lieu de travailler. Ce qui diminuera la capacité de production de ces dernières. Ainsi il est primordial d'améliorer l'assainissement et l'hygiène personnelle afin que les paysans n'aient pas de problème sur leur santé pour qu'ils puissent travailler efficacement. L'amélioration de l'accessibilité à l'eau potable est une condition sine qua non pour améliorer la condition de vie des paysans et évidemment pour augmenter la productivité du monde rural qui améliorera le revenu de ces derniers.

1.1.2.3 Planning familial

L'accroissement démographique est un problème majeur dans les pays en développement y compris Madagascar. Certains économistes affirment que « l'accélération de la croissance démographique a sérieusement entravé les efforts déployés par l'Afrique, pour élever son revenu par habitant. Si l'évolution démographique avait suivi la même tendance à la baisse qu'en Asie du Sud ou en Amérique Latine depuis le début des années 70, le revenu par tête pourrait être aujourd'hui supérieur de 10% à ce qu'il est actuellement, dans l'hypothèse d'une croissance identique du PIB »

La population agricole, du à l'explosion démographique, est très jeune. Ce tableau montre la jeunesse de la population agricole

Tableau 06 : Répartition de la population agricole selon l'âge et le sexe (Effectif)

Tranche d'âge	Sexe					
	Masculin	%	Féminin	%	Ensemble	%
0 - 4	1 085 874	16,9	1 073 113	15,6	2 158 986	16,2
5 - 9	1 081 599	16,8	1 256 708	18,3	2 338 307	17,6
10 - 14	916 409	14,3	1 064 016	15,5	1 980 425	14,9
15 - 19	675 304	10,5	722 774	10,5	1 398 078	10,5
20 - 24	431 296	6,7	515 426	7,5	946 722	7,1
25 - 29	383 164	6,0	440 835	6,4	824 000	6,2
30 - 34	351 431	5,5	402 217	5,9	753 648	5,7
35 - 39	331 389	5,2	334 944	4,9	666 333	5,0
40 - 44	292 497	4,5	289 518	4,2	582 016	4,4
45 - 49	239 395	3,7	226 137	3,3	465 531	3,5
50 - 54	222 863	3,5	189 405	2,8	412 268	3,1
55 - 59	129 126	2,0	104 565	1,5	233 691	1,8
60 - 64	94 605	1,5	91 440	1,3	186 045	1,4
65 et plus	201 004	3,1	168 671	2,5	369 675	2,9
Madagascar	6 435 955	100,0	6 879 770	100,0	13 315 725	100,0

Source Ministère de l'agriculture

Ce tableau montre que 51.6% sont des inactifs, c'est à dire inférieur à 15 ans et supérieur à 65ans. L'existence d'une population inactive importante explique le fait que chaque ménage dans le monde rural à une charge importante. Selon les données de l'EPM 2005, les abandons de l'école sont relativement plus fréquents et dépassent les 10% pour les ménages dirigés par les inactifs, pêcheurs. Les redoublements dépassent les 20% pour les enfants d'agriculteurs. On peut interpréter que ce problème est dû à l'existence des charges élevées pour les ménages ruraux.

Une planification familiale est importante pour atténuer les charges de la population en vue d'accroître le niveau de vie des ménages et en vue d'améliorer la motivation des paysans à mieux travailler.

1.1.2.4 Formation des agriculteurs

Actuellement, dans le monde rural à Madagascar, plus de quatre personnes sur cinq (88,2%) ont un niveau d'instruction ne dépassant pas le niveau primaire, 28% d'entre eux n'ayant jamais pu fréquenter l'école. Seulement 9,7% des individus de plus de 5 ans ont atteint le niveau secondaire 1er cycle. Au niveau des provinces, la répartition de la population de plus de 5 ans est assez variable selon le niveau d'instruction. La proportion des individus n'ayant pas fréquenté l'école est la plus élevée dans la province de Toliara (53,4%), alors que la province d'Antananarivo la plus faible (14,6%). Cette proportion est de l'ordre de 31,3% pour la province de Mahajanga, 28% pour Fianarantsoa, 21% pour Antsiranana et 19,8% pour la province de Toamasina (donnée provenant du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche : RA 2004-2005) . Le tableau suivant représente le niveau d'instruction de la population rurale.

Tableau 07 : Répartition de la population agricole de plus de 5 ans selon leur niveau par région

Région	Niveau d'instruction						Total
	N'ayant pas fréquenté l'école	Primaire	Secondaire 1er cycle	Secondaire 2ème cycle	Supérieur	Technique / Professionnel	
Analamanga	50 947	590 521	160 470	35 030	7 434	2 346	846 748
Vakinankaratra	134 896	724 801	100 349	19 528	2 675	1 042	983 291
Itasy	56 836	350 290	51 295	8 981	1 208	746	469 357
Bongolava	51 076	227 014	27 706	4 034	794	120	310 744
Haute Matsiatra	67 922	477 977	78 796	12 808	1 438	491	639 433
Aoron'i Mania	49 293	341 093	63 023	13 430	1 370	861	469 069
Vatovavy Fitovinany	256 227	506 205	51 527	7 364	1 139	274	822 736
Ihorombe	70 078	75 920	9 080	1 531	314	112	157 035
Atsimo Atsinanana	189 455	221 749	26 362	5 449	563	93	443 670
Atsinanana	80 775	359 063	42 452	4 707	640	411	488 046
Analanjirifo	113 761	374 431	55 876	5 824	527	174	550 593
Alaotra Mangoro	52 692	298 248	73 464	13 553	3 081	694	441 732
Boeni	100 001	169 133	27 011	4 962	530	146	301 783
Sofia	171 478	483 639	69 363	9 902	892	224	735 498
Betsiboka	46 341	124 087	14 856	1 805	391	276	187 756
Melaky	75 548	83 231	9 480	1 424	289	240	170 211
Atsimo Andrefana	410 469	305 376	54 514	10 365	852	192	781 768
Androy	274 558	147 594	20 615	3 665	184	402	447 017
Anosy	157 678	135 121	20 038	2 441	355	37	315 669
Menabe	127 452	173 419	30 647	6 249	489	98	338 354
Diana	59 847	167 332	32 966	6 330	596	463	267 535
Sava	76 436	335 490	66 767	11 209	1 192	161	491 256
Madagascar	2 673 766	6 671 731	1 086 657	190 590	26 955	9 603	10 659 301

Source : Ministère de l'agriculture

D'après ce tableau, 88% de la population agricole n'a qu'au maximum un niveau d'instruction primaire. Autrement dit, 88% de la population rurale n'a passé au dessus de la classe de septième. Ce faible niveau d'instruction du milieu rural a un impact néfaste sur les efforts effectués par l'autorité publique pour la formation des agriculteurs. Il est évident

d'affirmer que les agriculteurs qui ont un niveau d'instruction élevé seraient toujours plus productifs que ceux qui ont un niveau un peu plus faible.

L'augmentation de la productivité en milieu rural se réalisera, en fait, s'il y a une augmentation des agents de vulgarisation pour former professionnellement les agriculteurs. Un agent de vulgarisation pour 5 paysans serait idéal, car on peut bien encadrer les paysans. Cette solution est pour les adultes mais pour les enfants il faut augmenter le taux de scolarisation des enfants en facilitant l'accès à l'éducation publique pour que ces derniers aient une base d'absorption technologique. A partir de cette base on peut avoir un niveau de capacité technologique qui permet d'avoir une habileté à utiliser les machines et les technologies qui permettent une intensification agricole

Madagascar a une potentialité en terme de population active qui subisse des contraintes. La qualité de travail effectuée par la population agricole est encore considérée comme non efficiente. La formation des paysans pourrait les rendre en une force de travail bien qualifiée qui entraînera une productivité très élevée pour l'économie agricole. Ainsi non seulement on a une potentialité en quantité des facteurs travail mais aussi en capital humain.

1.1.2.5 Limitation de l'exode rural

L'exode rural est le fait d'abandonner le milieu rural pour le milieu urbain, ce fait est très marquant dans les PED. L'exode rural entraîne aussi la faible productivité en milieu rural, les mains d'oeuvre soient disant qualifier se sont parties pour chercher du travail dans le milieu urbain. Selon l'EPM 2005 le taux de migration s'élève à mesure que le niveau d'instruction de l'individu est plus élevé. S'il n'est que de 4% pour les "sans instruction", il atteint 20% pour les individus de niveau secondaire et 37% chez les individus de niveau supérieur. Donc ceux qui ont un niveau d'instruction élevé abandonnent le monde rural ; cela entraîne la faible productivité de ce dernier. Une limitation de l'exode s'avère très utile parce qu'il est primordial que le monde rural aie des mains d'oeuvre qualifiées pour augmenter cette productivité.

Il y a un dualisme entre les deux secteurs ; urbain et rural ; et que la rémunération du facteur travail est la productivité marginale, or il y a un surplus de facteur de production dans le monde rural donc la production marginale du travail est égale à 0. Ce surplus s'immigre dans d'autre secteur si on lui donne une salaire supérieur à la subsistance. Ainsi l'exode rural est typique à Madagascar compte tenu du fait qu'il a une potentialité en terme de main d'oeuvre surtout dans le monde rural.

Pour limiter cet exode rural, il faut que le salaire dans le secteur agricole soit égal au salaire dans le secteur urbain c'est à dire égal à la productivité marginale qui est au dessus du salaire de subsistance. Il faut donc augmenter les surfaces à cultiver et augmenter la productivité rurale. Cela est possible car notre production agricole est inférieure à la demande et on a encore plusieurs hectares de terre arable qui n'est pas exploitée. Autrement dit augmenter la superficie des terres cultivées en allant dans des nouvelles terres.

Mais pour augmenter la production l'utilisation de la technologie est très importante.

1.1.3 Le facteur capital

1.1.3.1 Utilisation d'engrais

L'utilisation d'engrais est encore très faible à Madagascar (estimée à 12 kg / ha) par rapport aux pays producteurs de riz tels que l'Indonésie et le Vietnam qui utilisent respectivement 290kg/ha et 160kg/ha. Or selon l'EPM 2001 les rendements des produits agricoles (surtout le riz) sont corrélés positivement avec les dépenses sur les inputs modernes. Cette faible demande est due à l'habitude des agriculteurs de n'utiliser que des produits nutritifs organiques tels que cendre, fumier, donc dû aux systèmes de culture. Cette faible utilisation d'engrais est due aussi à la faible offre d'engrais. En effet le système de distribution d'engrais fait face à l'inefficacité des services publics qui est la route, beaucoup des zones productrices à potentialité forte sont isolées (75% des paysans dans les zones moins isolées n'utilisent pas d'engrais). Cette faible utilisation des engrais peut être aussi entraîné par le manque de sensibilisation des paysans ou l'inexistence des agents de vulgarisation ou même par la manque de liquidité pour en acheter (pouvoir d'achat).

L'utilisation des engrais est une condition nécessaire pour accroître la productivité, donc il faut inciter les paysans à l'appliquer en optant les initiatives suivantes :

- Amélioration des infrastructures routières pour faciliter la distribution et pour isoler certaines zones
- Augmentation des agents de vulgarisation pour encadrer les paysans pendant le changement des systèmes de cultures
- Sensibilisation de l'utilisation des engrais
- Libéralisation de la distribution des engrais en développant la concurrence entre distributeurs

1.1.3.2 Utilisation des matériels modernes

Ici on parle d'efficacité et d'efficience

D'une manière générale, les pauvres ont moins accès au capital et qu'ils l'utilisent moins pour des activités de production agricole. L'utilisation du capital est un moyen pour accroître la productivité. Dans le domaine de l'agriculture le capital et le travail peuvent être substituables comme disaient les néo-classiques. Comme les ménages ruraux se trouvent dans un niveau de vie très bas, l'utilisation des capitaux est très faible. Le pourcentage de ménages qui sont propriétaires de leur propre tracteur est proche de zéro et seul 10% des cultivateurs sont propriétaires d'équipement pour traction animale, c'est à dire les charrues, les charrettes ou herses pour zébu (donnée dans « Riz et Pauvreté » de Bart Minten). Moins du quart des parcelles sont labourées avec une charrue, pour le reste, le labour est fait à la main avec un angady.

L'utilisation des matériels agricoles plus moderne est très efficace mais non efficient. Des contraintes se produisent pendant l'utilisation de ces matériels :

Au fur du temps, les agriculteurs n'arrivent pas à bien entretenir les machines, faute de moyen financier à l'acquisition des pièces de rechanges. Un cas qui se produit aussi est l'incompétence des agriculteurs à utiliser ces machines de manière équivalente à sa capacité.

L'utilisation des instruments mécanique simple qui ne nécessite ni compétence ni beaucoup d'entretien, à bon marché est très encouragées. Prenons l'exemple de plantoir qui permet de réduire de moitié le temps nécessaire pour ensemer un hectare à la main, et aussi des machines à traction animale.

1.1.3.3 Technologie à faible intrant externe

Pour ne pas puiser la réserve en devise, il est avantageux de diminuer l'importation des intrants externe en utilisant les intrants internes. Au lieu d'utiliser les engrais chimique, on utilise des engrais organiques, ces engrais sont avantageux puisqu'ils permettent aux sols de mieux retenir l'eau et les éléments nutritifs. Son utilisation permet de réduire la quantité d'engrais chimiques nécessaire.

La promotion de l'utilisation des semences améliorées du riz est un moyen qui permet aux asiatiques d'atteindre la révolution verte. Les semences améliorées de riz ne sont utilisées que sur 9% des terres rizicoles à Madagascar. Il semble que la recherche et la vulgarisation

n'ont pas connu le succès dans le développement et la diffusion des semences améliorées qui aurait poussé la majorité des cultivateurs à adopter une technologie moderne. C'est ainsi que les paysans restent toujours dans un système de culture traditionnel.

1.2 Infrastructure

Le problème d'infrastructure est un problème majeur des PED. L'infrastructure routière de Madagascar est extrêmement pauvre, 9km de route goudronnés et 60km de route secondaire pour 100km². Ces infrastructures rurales sont défectueuses, son amélioration est une condition essentielle de la modernisation et de la croissance de l'agriculture. Les infrastructures permettent d'accéder au marché. L'accès des producteurs aux marchés locaux présente une contrainte significative. Selon la région, le temps de marche vers le marché le plus proche est égal à 1 à 5 heures avec des distances allant de 5 à 25km, avec une moyenne de distance de 10 km. Ce qui est difficile pour les paysans d'aller au marché pour vendre quelques produits agricoles.

La construction des routes, des barrages, etc. peut être effectuée en utilisant les facteurs travaux (pour substituer au facteur capital) qui se trouve en abondance à Madagascar (HIMO) puisque le capital nous manque.

La recherche nationale (concernant l'agriculture) doit être promue car les recherches internationales n'ont pas des effets sur l'agriculture malagasy sauf si leur résultat peut être adaptés à la condition locale.

2 Mobilisation de tous les acteurs et accès au marché

2.1 Accès au marché

L'accès aux marchés est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour le développement agricole et rural à Madagascar. Le problème des agriculteurs qui se trouvent dans des zones isolées est d'écouler les produits car les infrastructures routières sont défectueuses et les canaux de transmission des signaux de marché aux producteurs sont insuffisants (ces signaux permettent aux producteurs de produire tels ou tels produits). L'Etat doit chercher tous les moyens pour que les agriculteurs accèdent aux marchés.

Les investissements publics, au lieu de favoriser les villes, doivent être en faveur de la population rurale. Il faut que l'Etat reste attentifs aux intérêts de la majorité paysanne en déterminant la politique des prix et la politique de change.

2.1.1 La politique du prix

Le prix doit être fixé par le force du marché. L'autorité publique fixe un prix indicatif à un niveau relativement élevé, notons bien ce prix est tout simplement un indicatif mais pas à respecter, qui sert de référence. A partir de ce prix indicatif, les prix aux producteurs ne seraient pas trop bas. Ce qui incite ces derniers à produire davantage. Une intervention en diminuant (subvention) le prix des produits importés comme le riz incite le producteur à produire de moins. Ainsi l'Etat ne devrait jamais intervenir sur le prix.

2.1.2 La politique de change

Le prix de change devrait être fixé à un prix réaliste qui favorise l'exportation. Une surévaluation du taux de change, d'une part, accélère le processus de remplacement des produits locaux par des importations, d'autre part, a effet sur les cultures d'exportations car il y a perte de compétitivité des produits locaux.

Le marché constitue un moyen qui signale les producteurs à produire tel ou tel produit, telle quantité et à tel moment.

L'insuffisance des infrastructures rend les produits dans certaines zones moins compétitifs dus au coût de transports⁹ élevé (il y a des transbordements...). L'existence d'une route qui est en très bon état reliant Antananarivo au plus grand port de Toamasina, offre des conditions faciles pour approvisionner les principales zones urbaines de consommation de riz avec du riz importé. Ce qui disqualifie une partie des zones existantes de culture de riz comme fournisseurs potentiels à cause des contraintes imposées par les coûts de transaction. Une intégration au marché entraîne une augmentation de la productivité, ce qui entraîne une augmentation des revenus des paysans qui augmentera le PIB de la nation.

Il est important de noter que tant que les infrastructures sont défectueuses, les paysans n'ont pas les moyens de vendre leurs produits dans les marchés, ce sont les collecteurs (qui ont un moyen de déplacement comme camion...) qui rejoignent ces zones. Ainsi, un marché oligopsonne ou même monopsonne s'implante dans la zone, il n'y a qu'un petit nombre de collecteurs qui fait face à un grand nombre d'agriculteurs. En conséquence les acheteurs ont un pouvoir de négociation plus élevé par rapport aux vendeurs, de ce fait les paysans (qui sont la

⁹ *Coût de transaction*

plupart des petits exploitants) ont toujours intérêt à accepter les prix imposés par les producteurs à cause de l'isolement. Ce qui démotivera les paysans à produire beaucoup.

L'insuffisance des infrastructures entraîne ce qu'on appelle « effet double de l'infrastructure ». L'inexistence des infrastructures engendre non seulement une situation d'oligopsonie pour les collecteurs dans le monde rural mais une situation d'oligopole dans le milieu urbain où ils écoulent ses produits. Mais tant que les infrastructures ne sont pas défectueuses (les routes sont bonnes, il y a l'électricité etc.) les investisseurs investissent dans le monde rural. Il y aura beaucoup de collecteurs et le marché d'oligopsonie deviendra un marché concurrentiel et le prix aux producteurs ne sera plus très bas. Ainsi il y a une incitation à produire plus. Concernant le monde urbain comme dans le cas du monde rural le marché d'oligopole disparaîsse en faveur d'un marché concurrentiel.

La relation entre prix aux producteurs et prix aux consommateurs est donnée par la formule suivante :

$$\text{PRIX AUX CONSOMMATEURS} = \text{MARGES DES COLLECTEURS} + \text{COUT DE TRANSPORT} + \text{PRIX AUX PRODUCTEURS}$$

Quand les coûts de transport sont élevés et que les collecteurs fixent leurs marges, par conséquent le prix aux producteurs sera très faible. Mais quand les coûts de transport sont assez faibles, le prix au producteur augmentera.

Ainsi pour assurer un meilleur accès au marché, il faut, d'une part, développer les infrastructures et d'autre part développer un système de diffusion d'information sur le marché.

2.2 Amélioration du financement du monde rural

La plus part des agriculteur malagasy sont des petits exploitants agricole qui n'ont qu'une faible revenu, ce qui implique qu'il y ait une incapacité à épargner et une incapacité à investir.

Sans les moyens financiers les agriculteurs ne peuvent pas réaliser leurs activités, comme l'épargne est faible voir nul¹⁰, ils ont recours aux emprunts. Le tableau suivant montre le pourcentage de la population qui n'arrive pas à réaliser leurs activités sans financement.

¹⁰ *Parce que l'agriculture est utilisée comme un moyen de subsistance*

Tableau 08 : Pourcentage de population selon le niveau de vie qui n’arrivent pas à réaliser leurs activités sans le crédit

	Activités		
	AGRI	AGRSPE	Autres activités
Niveau de vie	% de la population	% de la population	% de la population
Aisé	43	26	17
Moyen	43	57	22
Faible	62	74	50

Source : Impact CECAM, 2003

*Légende : AGRI : ce qui fait l’activité agricole
AGRSPE : agriculture et élevage spécialisé*

Ce tableau nous permet de dire que la réalisation des activités économiques rurales dépend des moyens financiers, 62% de la population rurale à niveau de vie faible¹¹ ne peuvent pas faire rouler ses activités sans moyen financier. Par conséquent les agriculteurs sont dépendants des crédits.

Les prêteurs dans le monde rural revêtent deux formes :

- Les prêteurs traditionnels (informels)
- Les institutions de micro finance

2.2.1 Les prêteurs traditionnels (informels)

Quand les agriculteurs ont besoin de financement, ils ont l’habitude de recourir aux prêteurs traditionnels car l’octroi de crédit est rapide et facile (il suffit tout simplement de mettre en gage un bien et on aurait le crédit pas besoin d’une longue procédure), Ces derniers peuvent être de la famille ou tout simplement un prêteur informel, le taux d’intérêt est très élevé qui peut atteindre 50 à 100%. Quand l’emprunteur n’arrive pas à rembourser sa dette, le prêteur l’exproprie le bien mise en gage. Les prêteurs traditionnels sont toujours prêts aider les paysans à toute impasse financière (maladie...)

2.2.2 Les institutions de micro finance

¹¹ Principalement les petits exploitants

Comme le système bancaire est peu présent en zones rurales, les IMF développent l'établissement de son bureau dans le monde rural. On appelle « Micro finance », l'octroi de services financiers (généralement de crédit et/ou d'épargne), à des personnes développant une activité productive, le plus souvent de l'agriculture, de l'artisanat ou du commerce, et n'ayant pas accès aux institutions financières commerciales en raison de leur profil socio-économique (il s'agit des pauvres, sans revenu fixes, qui n'offrent aucune des garanties en vigueur dans les institutions bancaires commerciale). Selon le MAP en 2006 on compte sept IMF à Madagascar.

L'existence de ces IMF dans les zones rurales n'arrive pas à résoudre le problème de financement du monde rural. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet échec : L'accessibilité à des crédits pour les paysans est très difficile, les IMF subissent une asymétrie d'information qui conduit à un problème d'aléa morale (rationnement de crédit de Stieglitz Weiss). Les IMF ont intérêt à investir à des actifs sûrs comme le bon de trésor. Elle ne connaît pas vraiment ses clients par conséquent elle le considère comme un client très risqué, ainsi les IMF demandent une garantie excessive que les paysans n'en disposent pas.

De même, du côté du paysans, le problème c'est qu'ils n'ont pas la capacité de bien gérer ces crédits. Cependant, ils n'utilisent pas les fonds qu'ils ont empruntés au besoin de fonctionnement de leur exploitation autrement dit à la réalisation et au développement de son activité. Ils dépensent les crédits à des choses futiles. Ils dépensent l'argent en achetant des radio ou bicyclette qui ne sont que pour eux plaire, mais pas en achetant les matériels dont ils ont besoin pour améliorer son exploitation.

L'un des problèmes sur les crédits offerts par les IMF est le taux d'intérêt très élevé 24%¹² par an qui est largement supérieur par rapport aux crédits bancaires. Selon la logique keynésienne, il serait intéressant d'investir si le taux de profit est supérieur au taux d'intérêt des banques. Dans notre cas un investissement agricole qui peut généré un profit supérieur à 24% est très rare, de ce fait il n'est pas intéressant de recourir aux emprunts des IMF.

Les clients potentiels des IMF sont les agriculteurs et surtout les paysans pauvres, or l'accès aux services des IMF, exige du temps, de l'argent alors que les paysans n'ont pas cette exigence .De ce fait, on peut affirmer que les IMF ne sont pas proche de ses clients. De plus, à cause de la faible niveau d'instruction et le taux d'alphabétisation trop faible des agriculteurs, la connaissance des IMF est encore très faible, la plus part des paysans ne savent pas que les

¹² *Taux d'intérêt pour le micro crédit de l'Accès Banque*

IMF octroient des crédits. Ce phénomène explique la faible participation des paysans aux IMF et qui empêche la motivation de ces institutions de s'y installer.

Pour remédier à ses problèmes,

- Il faut inciter la concurrence entre les différentes IMF pour pouvoir diminuer les coûts de crédit (taux d'intérêt) et qui permet un rapprochement entre les IMF et les paysans
- . Il faut faire une vulgarisation pour inciter les paysans à devenir membre des IMF afin de pouvoir accéder au crédit. Sensibiliser les agriculteurs à propos des IMF
- Augmenter le montant des crédits octroyés aux agriculteurs pour qu'ils puissent intensifier l'agriculture.
- Il faut que les IMF contrôlent les crédits offerts aux paysans pour que ses investissements soient efficaces. Toutes ces suggestions nécessitent une bonne relation entre clients et institution financière.

3 Protection de l'environnement

3.1 Nature du problème

Le déboisement et le tavy entraînent une dégradation spectaculaire des sols (érosion...). Douze millions d'hectares de forêt disparaissent entre 1960 et 2000. Cette perte de forêt, bien qu'elle résulte d'activité agricole, n'a pas eu pour résultat une augmentation significative de la superficie de la terre agricole. Il a été suggéré qu'au cours de la période de 40 ans, ces 12 millions d'ha perdus n'ont été compensés que par une augmentation de 100 000ha de terre agricole. L'insuffisance des politiques agricoles et des services officiels et la conséquence de la croissance démographique rapide se combinent pour encourager le déplacement des petits agriculteurs vers des terres fragiles autrefois boisées. Les modes de cultures traditionnels ne permettent généralement pas une intensification suffisamment rapide de la production et obligent la population en expansion à rechercher des terres nouvelles. La

détérioration qui en résulte pour les forêts et les terres agricoles marginales est le principal problème environnemental de Madagascar. L'élimination des forêts menace les bassins versants, nuisant l'approvisionnement en eau douce des régions situées en aval.

Pour limiter ces dégâts, il s'avère utile d'adopter une stratégie pour éviter la dégradation de l'environnement en vue d'assurer une agriculture durable

3.2 Le concept d'agriculture durable

Le concept d'agriculture durable fait partie intégrante du concept de développement durable. En effet il n'y a pas de développement durable sans agriculture durable. En d'autres termes, le concept de développement durable est fondé sur celui de l'agriculture durable et en dépend. Le développement de l'agriculture exige une approche globale et intégrée de la conservation, de la gestion et de l'utilisation des ressources naturelles

3.2.1 La conservation du sol

Buts pour la conservation du sol.

Le terme « conservation du sol » est un terme très général qui englobe aussi bien la protection du sol lui-même en contrôlant son érosion que son maintien, voire l'accroissement, de sa fertilité.

Le but de la conservation du sol est :

- L'obtention du plus grand bénéfice permanent du sol. Ceci veut dire qu'il est nécessaire d'utiliser le sol en essayant de maintenir, voire d'accroître, sa capacité de production
- L'obtention d'une couverture végétale adaptée au milieu qui protège le sol contre le ruissellement des eaux et l'action nocive des vents.
- Compensation des pertes de sol en éléments fertilisants.

Il est à noter que les méthodes de conservation du sol sont assez nombreuses et un choix doit être fait suivant le cas étudié. Les agriculteurs doivent adapter la méthode de conservation aux cas qui se présentent à eux. Chaque cas doit être examiné et étudié séparément pour déterminer la tactique à appliquer et pour gaspiller les investissements. Tantôt, il sera

nécessaire de construire des terrasses pour conserver le sol. C'est le cas des terrains à forte pente. D'autres fois, il suffira de labourer selon les courbes de niveau et d'appliquer les bonnes pratiques agricoles pour protéger le sol. C'est le cas des sols profonds et à faible pente. Quelquefois, on sera amené à évacuer très rapidement une quantité d'eau excédentaire. C'est le cas des régions à grande pluviosité et des sols argileux à forte pente qui peuvent être exposés à des glissements ou à des écoulements boueux lorsqu'ils sont très gorgés d'eau.

Il est primordial de conserver les sols puisque une mauvaise gestion des terres agricoles aboutit à une érosion accélérée des sols et provoque :

- turbidité des eaux,
- l'envasement prématuré des retenues de barrage, diminuant ainsi la durée de vie et leur capacité de stockage et nécessitant des travaux de nettoyage onéreux. Ce qui pénalisent les effets positifs des investissements
- l'envasement des réseaux d'irrigation et de drainage, alourdissant ainsi les charges d'entretien

La conservation du sol est importante, non seulement, pour assurer la productivité des sols, mais aussi, assurer l'efficacité des investissements effectués comme les barrages. Cette conservation du sol est une condition nécessaire mais pas suffisante pour une agriculture durable qui est le facteur de développement durable.

3.2.2 La conservation des sols cultivés à partir des pratiques culturales

Un des pratiques objectives de l'amélioration des sols, du point de vue du contrôle de l'érosion est l'amélioration de la structure du sol et de sa stabilité, en vue d'augmenter l'infiltration de l'eau et l'amélioration de ses caractéristiques physiques. Pour se faire, les matières organiques jouent un rôle prépondérant, d'où l'importance de l'utilisation du fumier et des engrais vert dans l'amélioration de la structure du sol et de sa stabilité ce qui nous permettra de diminuer les importations des engrais chimiques qui est encore trop chers pour les petits exploitants. En effet, en améliorant la fertilité d'un sol par la fumure, on améliorera la croissance des plantes, lesquelles couvriront mieux le sol et donneront plus de déchets qui seront incorporés aux sols après la récolte et compensera les pertes des éléments nutritifs exportés par les récoltes. Ce qui permet de réduire non seulement, les dépenses en engrais

chimique qui puisera notre réserve en devise, mais aussi favorable aux agriculteurs qui ont un revenu faible.

3.2.3 Conservation des ressources en eau

Il est important de signaler que l'eau est un élément important à prendre en considération dans toute politique nationale d'aménagement intégrée des ressources naturelles pour un développement durable de l'agriculture. En effet sans eau, pas d'agriculture, pas de société humaine stable, pas de croissance économique, pas de développement.

L'inadéquation croissante entre la demande d'eau et la ressource disponible actuellement, surtout perceptible au travers des pénuries localisées, est l'un des défis importants auxquels est confrontée Madagascar qui connaît une augmentation de la population rapide et la limitation climatique permanentes, comme dans les zones arides (Zone sud de Madagascar). C'est pourquoi, la gestion rigoureuse des ressources en eau est une politique indispensable qui devra être appliquée à Madagascar, car l'eau à bon marché se fera de plus en plus rare.

Il est reconnu que la production durable d'aliments dépend de façon croissante d'une utilisation sage et efficace de l'eau et ses pratiques de conservation qui comprend avant tout le développement rationnel de l'irrigation et de la gestion de l'eau dans les zones à agriculture pluviale. Cette conservation de l'eau serait importante pour l'amélioration de la productivité qui assurera ensuite un développement durable.

CONCLUSION

L'agriculture est la principale source de sécurité alimentaire des malagasy, elle génère des revenus pour les différentes classes sociales, elle représente des potentialités. L'Etat a mis beaucoup d'effort dans la politique de développement de l'agriculture à partir de plusieurs interventions, mais en dépit de ces initiatives, l'agriculture se trouve toujours dans une faible productivité alors qu'on a des atouts qu'on n'arrive pas à bien exploiter. Les problèmes sont multiples que ce soit de nature sociale, politique ou économique, parmi ces problèmes, les plus importants sont les facteurs de production, le financement du monde rural et la dégradation de l'environnement qui sont considérés comme obstacle au développement de l'agriculture.

Comme Madagascar a des atouts et des potentialités dans le secteur agricole, il faut se spécialiser dans ce domaine. Cette spécialisation permettra de développer le monde rural qui entraînera une augmentation des revenus des paysans qui entraînera une croissance du poids de l'agriculture dans le PIB, ce qui exercera à son tour une croissance économique (une croissance inclusive puisque c'est la majorité de la population qui y participe) qui est condition nécessaire mais pas suffisante pour qu'il y ait développement. Comme la plupart des malagasy sont des paysans, il est évident d'affirmer que réduire la pauvreté rurale entraînerait la diminution de la pauvreté du pays. Ainsi le développement de l'agriculture semblerait nécessaire mais pas suffisante pour faire développer le pays. Pour faire développer l'agriculture il faut déterminer les véritables problèmes que l'agriculture subisse.

Une approche descriptive a permis de déterminer les différents problèmes de l'agriculture mais pour les recherches de solution une approche empirique a été utilisée dans les analyses en s'appuyant sur les données existantes.

Une amélioration du capital humain s'avère le plus indispensable pour le développement de ce secteur puisque la plupart des problèmes proviennent de la faible instruction des paysans qui entraîne l'inefficacité de ces derniers. En outre, le financement du monde rural est aussi très important car sans les moyens financiers les paysans ne peuvent pas mobiliser les facteurs de production (ex achat des intrants) or le taux d'intérêt est très élevé qui pourrait être supérieur au taux de rendement des investissements. Enfin pour assurer un développement durable, il ne faut pas pénaliser l'écosystème. Il est à noter que le non développement du secteur agricole peut provenir de plusieurs facteurs que ce soit psychologique, ou anthropologique mais pas seulement économiques. Ce ne sont que des théories qu'on a développées mais pour chercher vraiment le véritable problème des

agriculteurs, il faut les écouter car les paysans qui sont expérimentés en la matière ont aussi leurs points de vue qui pourraient être différents de ceux des universitaires. On peut espérer que si on arrive à promouvoir un développement de l'agriculture, le nombre de personnes qui seraient au-dessous du seuil de pauvreté diminuera, et comme on a une grande surface arable, on pourrait devenir le premier exportateur en denrée alimentaire de l'Océan Indien et même dans la zone d'Afrique subsaharienne.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	- 1 -
PARTIE I : EVALUATION DU POIDS DE L'AGRICULTURE DANS LA CONDITION DE VIE DE LA POPULATION	- 3 -
1-L'agriculture : source principale de sécurité alimentaire.....	- 3 -
SCHEMA N°1 : SOURCE DES ALIMENTS DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION.....	- 6 -
Tableau 01 : Répartition en quantité et en qualité des produits.....	- 8 -
2-L'agriculture : source de revenu pour la majorité de la population et survie du monde rural. -	9 -
2.1 Source de revenu	- 9 -
Schéma N°2 : Contribution de l'agriculture au marché de facteur de production des IAA...-	1 -
Schéma N°3 : Contribution de l'agriculture au marché de facteur de production des industries-	9 -
2.1.1 Les revenus générés directement par l'agriculture.....	- 10 -
2.1.2 Les revenus générés par l'agriculture indirectement	- 11 -
2.1.3 Revenu des petits exploitants.....	- 11 -
Tableau 02 : Répartition des ménages agricoles par Région	- 12 -
Schéma N°4 : Rémunération des petits exploitants	- 13 -
2.2- Agriculture : survie du monde rural.....	- 13 -
Schéma N°5 : Autoconsommation	- 13 -
2.2.1 Caractéristique de l'agriculture à Madagascar	- 13 -
2.2.2 Désarticulation entre économie urbaine et économie rurale.....	- 15 -
2.2.3 Sous emploi	- 15 -
3 Atouts de l'agriculture malagasy.....	- 15 -
3.1 Les potentialités.....	- 15 -
3.1.1 Potentialité humaine	- 16 -
Tableau 03 : Effectif de la population rurale.....	- 16 -
3.1.2 Potentialité terrienne.....	- 16 -
3.2 Poids de l'agriculture dans le Produit Intérieur Brut (PIB).....	- 17 -
Tableau 04 : Poids des différents secteurs dans le PIB	- 18 -
PARTIE II : COMMENT METTRE L'AGRICULTURE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ?	- 20 -
1 Amélioration des facteurs de productions et des infrastructures.....	- 20 -
1.1 les facteurs de production.....	- 20 -
1.1.1 Le facteur terre	- 20 -
1.1.1.1 La pensée physiocrate	- 20 -
1.1.1.2 Recherche d'efficacité et de rentabilité.....	- 21 -
L'intervention de l'autorité publique	- 21 -
a-)Droit de propriété.....	- 21 -



Tableau 5 : Proportion de ménages ayant reconnu des problèmes fonciers dans leur localité ... -
22 -

b-)Gestion de l'eau	- 23 -
1.1.1.3 Spécialisation	- 25 -
1.1.2 Facteur travail.....	- 25 -
1.1.2.1 Amélioration de la santé	- 25 -
1.1.2.2 Amélioration de l'accessibilité à l'eau potable.....	- 26 -
1.1.2.3 Planning familial.....	- 26 -

Tableau 06 : Répartition de la population agricole selon l'âge et le sexe (Effectif) - 27 -

1.1.2.4 Formation des agriculteurs	- 28 -
--	--------

Tableau 07 : Répartition de la population agricole de plus de 5 ans selon leur niveau par
région..... - 29 -

1.1.2.5 Limitation de l'exode rural	- 30 -
1.1.3 Le facteur capital	- 31 -
1.1.3.1 Utilisation d'engrais	- 31 -
1.1.3.2 Utilisation des matériels modernes	- 32 -
1.1.3.3 Technologie à faible intrant externe	- 32 -

1.2 Infrastructure

2 Mobilisation de tous les acteurs et accès au marché

2.1 Accès au marché.....	- 33 -
2.1.1 La politique du prix	- 34 -
2.1.2 La politique de change	- 34 -
2.2 Amélioration du financement du monde rural	- 35 -

Tableau 08 : Pourcentage de population selon le niveau de vie qui n'arrivent pas à réaliser
leurs activités sans le crédit..... - 36 -

2.2.1 Les prêteurs traditionnels (informels).....	- 36 -
2.2.2 Les institutions de micro finance.....	- 36 -
3 Protection de l'environnement	- 38 -
3.1 Nature du problème	- 38 -
3.2 Le concept d'agriculture durable.....	- 39 -
3.2.1 La conservation du sol	- 39 -
3.2.2 La conservation des sols cultivés à partir des pratiques culturelles	- 40 -
3.2.3 Conservation des ressources en eau	- 41 -

CONCLUSION

TABLE DES MATIERES

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANNEXES



REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Gherzi G et Malassis L, 2004, *Initiation à l'économie agro alimentaire*, AUF, 352 pages

Minten B, septembre 2006, *Riz et pauvreté à Madagascar*, Africa Region Working Paper Series No. 102, 201 pages

Rapport de la banque mondiale, Octobre 1989, *Afrique subsaharienne de la crise a une croissance durable*, Washington D.C., 207 pages

Recensement de l'agriculture (RA) tome II, octobre 2007, *Population et exploitations agricoles*, ministère de l'agriculture

Valdes A, 2000, *Agricultural support policies in transition economy*, World Bank, 152 pages.

World Bank, 2003, *Review of Agricultural and Environmental Sector*, Antananarivo

Foirry J P, *Le choix des projets d'investissements publics*, Université d'Auvergne, 39 pages

ANNEXE I

LA NATURE DE TRANSACTION QUE DOIT SUPPORTER LES DEMANDEURS DE CREDIT

	Nature de l'opération	Coûts financiers	Coûts de transactions
Phase 1	Information		Frais totaux de déplacement. Temps nécessaire
Phase 2	Introduction d'une demande de crédit	Frais d'introduction	Frais totaux de déplacement. Temps nécessaire. Frais de documentation. Frais de courtoisie (Pot de vin jusqu'à la coutume).
Phase 3	Obtention du crédit et déboursement	Taux d'intérêt	Frais totaux de déplacement. Temps nécessaire. Frais de courtoisie.

ANNEXE II

Agriculture

Est une activité économique consistant à produire des denrées alimentaires et certaines matières premières

Chômeurs

Sont chômeurs, toutes personnes de 12 ans et plus qui n'étaient pas occupées, et qui étaient en quête d'un emploi rémunéré ou rémunérateur pendant la période de référence, y compris celles qui n'avaient jamais travaillé.

Crédit

Acte de confiance se traduisant par un prêt en nature ou en espèces consenti en contre partie d'une promesse de remboursement dans un délai généralement convenu à l'avance. Il implique donc une réputation de solvabilité.

Degré d'activité au sein de l'exploitation

Il concerne la population active. Il se mesure non pas par rapport à l'exploitation proprement dite, mais plutôt par rapport à l'individu :

- Si l'individu participe à tous les processus de production de l'exploitation, le degré d'activité au sein de l'exploitation est total,
- S'il ne prend part qu'à une partie des activités ou du processus de production de l'exploitation, par exemple s'il a d'autres activités, le degré d'activité est partiel. Toutefois, comme il arrive souvent que le processus de production ne dure pas toute l'année, l'individu puisse exercer une autre activité à la fin des activités agricoles (après les récoltes). Dans ce cas son degré d'activité au sein de l'exploitation est alors total, s'il a participé à tout le processus de production,
- S'il ne contribue à aucune activité au sein de l'exploitation, le degré d'activité est nul.

Développement

Concernant le développement, il est défini comme un ensemble de transformations dans les structures techniques, mentales et institutionnelles qui permettent l'apparition ou le prolongement de la croissance.

Exploitation

Est considérée comme exploitation, toute « unité technico-économique » de production agricole comprenant tous les animaux qui s'y trouvent, et toute la terre entièrement utilisée ou en partie et qui, soumise à une direction unique est exploitée par une personne seule ou accompagnée d'autres personnes, indépendamment du titre de possession, du statut juridique, de la taille et de l'emplacement.

Personne dépendante

Une personne dépendante est un individu soit âgé moins de 12 ans ou soit âgé plus de 12 ans qui est soit invalide, soit vieillard ou soit écolier.

Politique agricole

Ensemble des actions délibérées adoptées en vue d'assurer une croissance de la production agricole nationale.

Population agricole

La population agricole est constituée de l'ensemble des individus composant les ménages agricoles. La population agricole comprend toutes les personnes qui se livrent effectivement à l'agriculture, ainsi que les personnes à leurs charges qui ne travaillent pas.

Population rurale

La population rurale est l'ensemble des individus qui résident en milieu rural. Le milieu rural est défini comme l'ensemble des fokontany dont la proportion de la population exerçant des activités agricoles (agriculture, élevage et pêche) dépasse 50 %.

Population agricole active

En milieu rural, la population de 12 ans et plus peut déjà participer aux activités agricoles.

Ainsi, la population agricole active est définie comme l'ensemble des individus de 12 ans et plus qui ne sont ni invalides, ni vieillards, ni écoliers.

Rapport de dépendance

Le rapport de dépendance est défini comme étant le nombre moyen de personnes dépendant à la charge de cent personnes actives avec leur revenu. Est dépendante toute personne soit âgée moins de 12 ans ou plus de 60 ans en année révolue, soit âgée entre 12 et 60 ans mais qui est invalide, vieillard ou écolier.

Noms : RAMIADAMANANA

Prénoms : Rinah Zo Andrianina

Titre : CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE AU DEVELOPPEMENT

Nombre de pages : 43

Tableaux : 08

Graphiques : 05

Résumé

L'agriculture qui est la principale activité économique de Madagascar n'arrive même pas à satisfaire la demande nationale malagasy en denrée alimentaire. Son développement s'avèrerait indispensable pour qu'elle puisse, assurer une sécurité alimentaire pour toute la population d'une part, et d'autre part pour générer des revenus, que ce soit de manière directe ou indirecte, pour les différentes classes sociales. Ce développement devrait se passer par l'augmentation de la productivité agricole. Pour arriver à cette fin, une amélioration des facteurs de production et l'accessibilité des paysans au marché seraient importantes. Les infrastructures défectueuses ou inexistantes en milieu rural démotivent les agriculteurs à être efficaces dans son activité. Pour y remédier l'intervention de l'Etat est très importante. Les paysans devraient avoir un grand appui en matière de financement pour qu'ils puissent améliorer et moderniser son activité, il faut ainsi développer les IMF en milieu rural. Enfin pour assurer une agriculture durable qui garantira un développement durable, la protection de l'environnement serait primordiale.

Mots clés : Développement, agriculture, population rurale

Encadreur : RAZAFIMANANTENA Tiaray

Adresse de l'auteur : Lot 03-613D Sabotsy Namehana

